

## Bombardements des civils : 4'500 parlementaires interpellés par HI

Genève, le 20 septembre 2018

HI interpelle 4'500 parlementaires contre les bombardements en zones peuplées, pratique devenue quasi systématique dans les conflits actuels qui tue et blesse à 92 % des civils. Les décideurs politiques doivent s'engager pour y mettre fin. Pour cela, l'association appelle les parlementaires de huit pays à prendre position contre ce fléau en signant [la pétition 'Stop Bombing Civilians'](#) et à faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils s'engagent pour mettre fin à l'utilisation des armes explosives en zones peuplées.

Cette campagne d'interpellation est menée par HI depuis le 1<sup>er</sup> septembre dans huit pays : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Suisse. L'association cherche à faire prendre conscience aux hommes politiques du désastre humanitaire posé par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées.

En Suisse, elle cherche à obtenir l'appui des conseillers dans ce combat historique pour inciter le gouvernement à être à l'avant-garde de la protection des civils de l'impact des armes explosives. Elle les invite également à exprimer leur soutien par la signature de la pétition [« Stop Bombing Civilians »](#).

La Suisse est un membre actif d'un groupe de 12 Etats qui travaille depuis quelques années à l'élaboration d'une déclaration politique visant à mettre fin à l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Un processus officiellement soutenu par le Secrétaire Général de l'ONU. HI invite le gouvernement suisse à s'engager plus fermement pour la protection des civils et à avoir une position claire dans la lutte contre le bombardement des civils en zones urbaines.

*« Avec 92 % de victimes civiles, on ne peut pas parler de dommages collatéraux. Les bombardements et les pilonnages, pratique devenue quasi systématique dans les conflits actuels, tuent et blessent presque exclusivement les civils : des hommes, des femmes, des enfants qui n'ont rien à voir avec les combats et qui devraient être protégés des effets de la guerre. A travers cette campagne d'interpellation des parlementaires, nous espérons sensibiliser la classe politique, susciter une prise de conscience et des débats publics, ainsi qu'inciter les politiques à prendre position et à trouver des solutions politiques à ce fléau »,* explique Petra Schroeter, directrice de HI Suisse.

### Les bombardements en zones urbaines

Les conflits actuels se déroulent de plus en plus en milieu urbain et l'utilisation des armes explosives est devenue quasi systématique. Les bombardements en zones peuplées ont des conséquences désastreuses pour les civils : morts, blessures invalidantes, traumatismes psychologiques, déplacements forcés de population, destruction d'infrastructures vitales comme des hôpitaux et des écoles, zones contaminées par les restes explosifs de guerres, etc.

A titre d'exemple, plus de 800'000 personnes ont dû fuir les bombardements lors de l'offensive militaire sur la ville irakienne de Mossoul, entre octobre 2016 et juillet 2017. On estime que les restes explosifs contaminent plus de 8 millions de tonnes de gravats, entravant le retour des populations et la reconstruction de la ville, maintenant lourdement détruite. En Syrie, des villes comme Kobané, Rakka, Homs ont été dévastées par l'utilisation intensive des armes explosives. Des dizaines d'années seront nécessaires pour leur décontamination et leur reconstruction.

92 % des victimes des bombardements en zones peuplées, des villes principalement, sont des civils. C'est inacceptable. Les Etats doivent reconnaître le problème humanitaire posé par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Ils doivent s'engager à trouver des solutions politiques pour mettre fin à cette pratique et faire en sorte que les civils soient protégés des effets de la guerre, comme l'exige le droit international humanitaire.

### **La campagne « Stop bombing civilians »**

HI mène depuis 2016 une campagne internationale pour dire « stop aux bombardements des civils ». L'association se donne pour objectif de réunir 1 million de signatures et de les remettre aux Nations unies. HI œuvre au sein de la coalition INEW (International Network on Explosive Weapons) à inciter les Etats à s'engager à mettre fin à l'utilisation des armes explosives en zones peuplées.

Plus d'informations : <https://handicap-international.ch/fr/dites-stop-aux-bombardements-des-civils>

### **A propos de Handicap International**

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

**A Genève, Broken Chair** symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.